

Land Grabbing

TEXT VALÉRIE PENVEN IMAGE ARR

COMME DANS UN VASTE JEU DE MONOPOLY, LES PAYS RICHES ET LES MULTINATIONALES S'ACCAPARENT LES TERRES FERTILES DE LA PLANÈTE. REDISTRIBUTION DES RESSOURCES NATURELLES, RÉORGANISATION DES ESPACES... RIEN NE VA PLUS, FAITES VOS JEUX!

Les crises alimentaires et financières qui ont secoué le monde en 2008 ont eu un effet méconnu du grand public. Peut-être avez-vous entendu parler du phénomène de Land Grabbing ou accaparement des terres ? Peut-être aussi vous êtes-vous indigné si vous avez regardé le documentaire très intéressant d'Alexis Marant, «Planète à vendre», diffusé sur la chaîne Arte l'année dernière*? Parce que la question de l'accaparement des terres est globale, le film explore les trois continents et arrive au même constat alarmant: partout dans le monde les pays riches émergents achètent les terres arables aux pays en voie de développement. En deux ans, plus de cinquante millions d'hectares ont déjà changé de mains. Et des dizaines de millions d'autres sont en voie d'être cédés. À tel point que l'ONU s'en est alarmé: le patron de la FAO*, Jacques Diouf, a dénoncé « le risque d'un néo-colonialisme agraire ». Comment en est-on arrivé là?

C'est l'ONG Grain, une petite organisation internationale qui soutient la lutte des paysans et qui défend la biodiversité, qui la première a alerté l'opinion publique et les médias sur le phénomène de Land Grabbing. « Nous n'étions pas satisfaits des explications de la FAO concernant la grande crise alimentaire de 2007-2008. On a regardé de plus près ce que faisait les multinationales et on s'est aperçu d'un processus récent d'accaparement des terres. A l'époque je vivais en Asie

As in some vast game of Monopoly, the rich countries and multinationals are snapping up the fertile land remaining on the planet. Redistribution of natural resources, land reorganization... All bets are off!

The food and financial crises that shook the world in 2008 had an impact little known to the general public. Maybe you have heard of the phenomenon known as land grabbing? Maybe you were also roused to indignation by the fascinating documentary by Alexis Marant, "Planète à vendre" (Planet for Sale), shown on the Arte channel last year*? Because land grabbing is a global issue, the film explores three continents and arrives at the same alarming findings: all over the world, wealthy emerging nations are buying up arable land in developing countries. In just two years, over fifty million hectares have already changed hands. And tens of millions more are set to go the same way. So serious is the situation that the UN has raised the alarm: the Director-General of the FAO*, Jacques Diouf, spoke out against "the risk of agrarian neo-colonialism". How on earth did it come to this?

GRAIN, a small-scale international non-profit organization that supports small farmers in their struggles and defends biodiversity, was the first to alert public opinion and the media to the phenomenon of



et j'ai pu constater qu'il y avait beaucoup de missions diplomatiques des pays du Golfe pour s'approprier des terres fertiles au Laos, au Cambodge et au Vietnam. Ce phénomène nouveau, à très large échelle, restait très secret, car c'est une situation très sensible sur le plan politique. La logique de ces états reposait sur leur désir d'assurer leur sécurité alimentaire. Mais en 2008 est apparue une autre logique liée à la crise économique mondiale où on s'est mis à chercher un autre placement, une autre source de rendement. La crise alimentaire de 2008-2009 a fait prendre conscience que l'agriculture est un investissement financier d'avenir, que les besoins alimentaires sont en forte croissance. Ces deux phénomènes sont la vraie racine du problème» nous explique Renée Vellvé, co-fondatrice de l'ONG Grain*.

Avec quelque 9 milliards de bouches à nourrir en 2050, l'alimentation est devenue un enjeu économique mondial. Un chiffre et un constat qui n'auront pas échappé aux multinationales de l'agro-industrie, aux fonds d'investissements ainsi qu'aux riches pays émergents. La Corée du sud, la Chine, le Japon ainsi que les Etats du golfe et l'Inde veulent sécuriser leur approvisionnement alimentaire en achetant ou en louant des terres arables aux pays en voie de développement. L'accaparement des terres a toujours existé, notamment en Afrique au passé colonial chargé, dévolue à la culture de thé, de café, de coton ainsi qu'à l'extraction des ressources minières. Mais aujourd'hui ce sont les denrées ordinaires de base comme le riz, le soja, le maïs ou l'huile de palme qui sont produites à grande échelle. Cultivées dans des méga-exploitations, à grand renfort de pesticides et de semences transgéniques, elles sont destinées à la production d'agro-carburants ou à l'exportation de produits alimentaires.

Ruée sur la terre africaine

Le phénomène d'accaparement des terres touche particulièrement l'Asie, l'Amérique latine et l'ancienne Eurasie soviétique, mais c'est le continent africain qui est le plus convoité. En très peu de temps, l'Afrique sub-saharienne a cédé quelques millions d'hectares de terres arables. Les chiffres oscillent entre 20 et 50 millions d'hectares, selon les sources et le secret qui entourent ce sujet sensible. Connue pour être la région du monde la plus touchée par la faim, l'Afrique sub-saharienne devrait devenir le grenier de la planète. Plus fertiles, bien irriguées et bon marchés, les terres africaines ne font pas l'objet de titres de propriété. Une situation qui facilite les transactions entre des chefs locaux peu scrupuleux et des multinationales peu regardantes. Au motif avancé que les terres seraient inexploitées - quand en réalité, elles servent à faire paître les troupeaux ou sont en jachère* - paysans, pasteurs, populations autochtones et petits producteurs, qui nourrissent 80% de la population sub-saharienne, sont ainsi spoliés de leurs terres.

Si les ONG dénoncent le phénomène, considérant qu'il s'agit d'agro-imperialisme, les gouvernements africains s'enorgueillissent d'accueillir les investisseurs étrangers auxquels ils déroulent le tapis rouge... L'Ethiopie, l'un des pays les plus pauvres accueillait en 2009 à Addis-Abeba, une congrégation de ministres et d'hommes d'affaires saoudiens. Pour garantir sa sécurité alimentaire, le roi Abdallah a en effet lancé en 2008 un programme d'investissement qu'il a confié au secteur privé. Devant un parterre d'invités et de hauts dignitaires venus du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Rwanda, de la Somalie et de Djibouti, le ministre de l'agriculture a pu expliquer le cadre de la politique d'investissement agricole de l'Arabie Saoudite. « L'Afrique présente les meilleures conditions pour nos investissements agricoles, beaucoup de terres disponibles et beaucoup, beaucoup d'eau... » Déclarait en off le Sheik El Amoundi, l'un des hommes d'affaires le plus riche du monde. Ainsi derrière le problème d'accaparement des terres, se cache le problème de l'eau.

land grabbing. "We were not satisfied with the FAO's explanations for the major food crisis of 2007-2008. We took a closer look at what the multinationals were doing and noticed the recent emergence of a process of land grabbing. At the time, I was living in Asia and I noticed that there were a lot of diplomatic missions from the Gulf States buying up tracts of fertile land in Laos, Cambodia and Vietnam. This new and very large-scale phenomenon remained a well-kept secret, since it was a very sensitive issue in political terms. The logic driving these states was the desire to ensure their food security. Another logic emerged from 2008 onwards, however, linked to the global economic crisis, that saw investors looking for another investment, another source of returns. The 2008-2009 food crisis created an awareness of agriculture as a financial investment for the future, and that demand for food was growing sharply," Renée Vellvé, co-founder of GRAIN, explained to us when we contacted her by telephone*.

With something like an estimated 9 billion mouths to feed on the planet by 2050, food has become a global economic challenge. The figures and the findings have not escaped the attention of agri-food conglomerates, investment funds or wealthy emerging countries. South Korea, China and Japan, not to mention the Gulf States and India, are all anxious to secure their food supplies by buying up or leasing arable land in the developing world. Land grabbing has always existed, particularly in Africa with its bleak colonial history, with the land given over to growing tea, coffee and cotton, or to mining. But nowadays it is basic commodities like rice, soy, maize or palm oil that are being produced on a massive scale. Grown on mega-farms, using massive inputs of pesticides and GMO seeds, these crops are destined for the production of bio fuels or as food exports.

The rush for African land

Land grabbing is a phenomenon that particularly affects Asia, Latin America and the former Soviet Eurasia, but Africa is the most sought after target of all. In a very short space of time, sub-Saharan Africa has sold off million of hectares of arable land. Estimates range anywhere from 20 to 50 million hectares, according to source and as a result of the secrecy surrounding this sensitive issue. Notorious as the region worst afflicted by hunger in the world, sub-Saharan Africa should be poised to become the world's granary. African land is more fertile, well irrigated and cheap, but it lacks one vital thing: land titles. This smoothes the way for deals between unscrupulous local chiefs and undiscriminating multinationals. On the pretext that the land would otherwise go unused – when in reality the land serves as pasture or is lying fallow* - small farmers, herders, local populations and small producers, who feed 80% of sub-Saharan Africa, are being despoiled of their land.

While NGOs denounce the phenomenon as agro-imperialism, African governments take pride in rolling out the red carpet for overseas investors. In 2009, Ethiopia, one of the world's poorest countries, played host to a delegation of Saudi ministers and businessmen. In 2008, King Abdullah had launched a private sector investment programme to guarantee the Kingdom's food security. Before an audience of guests and senior dignitaries from Kenya, Uganda, Tanzania, Rwanda, Somalia and Djibouti, the Minister of Agriculture set out the framework behind Saudi Arabia's agricultural investment programme. "Africa offers the optimum conditions for our agricultural investments, with plenty of land available and water, a lot of water," Sheik El Amoudi, one of the world's wealthiest businessmen, was heard to say in an aside. So behind the problem of land grabbing lies the even more vexed question of water and of natural resources in general.





The promise of prosperity: a fool's bargain

African governments are very responsive to the promises of technology transfer and development aid dropping into the lap of the bride. But once the ceremony is over, what happens to the promises? "There is a big difference between what is promised and what is actually forthcoming," explains Renée Vellvé. "Once the local small farmers have cleared the land for a pittance, they are replaced by machines and lose their livelihood. In Ethiopia, they believe agri-business is going to bring so much to their country. In some places, the investors also build villages in parallel, but these are really only camps with no running water or electricity. People are transferred to them and lose everything, or else they are forced to squat in slums on the outskirts of the towns. This has triggered a fresh flow of immigrants from Ethiopia to Europe; they are even known as 'land grab refugees'. There is social unrest in Mali, prompted by those who have been driven off their land and are trying to put pressure on the government to abandon its policy."

So it is manifestly money, and not the noble ambition of feeding the planet, that is driving the competition for Africa's arable land. In the wake of the global financial crisis, a growing number of new players have emerged onto the scene: venture capital groups, investment banks, pension funds and sovereign funds. These global financial players have cottoned on to the fact that the agricultural sector is highly profitable. Investing in agriculture is an ideal opportunity to diversify their portfolios at little cost; but this strategy is having catastrophic repercussions on local populations, the first to suffer from soaring agricultural prices. "In Africa, States are not interested in protecting small farmers and the land owned by small producers. They are only interested in protecting their investors. Yet the aim of these investors is not to feed Africa but to make profits out of exports. States are selling off cheap land that belongs not to them but to the people, and Africa's small farmers are being unceremoniously thrown off their land. There is no consultation whatsoever; the first local people know of it is when the tractors arrive. Arbitrary, brutal force is used to take them by surprise. At the last world congress in Mali in 2011, we heard reports of pregnant women being beaten... It is highly alarming," says a worried Renée Vellvé, whose words conjure up scenes from the film Avatar, where a Manichean struggle is played out between the steel jaws of a world blinded by the lure of profit and the spirituality of a people seeking to protect their ancestral knowledge and their land.

David versus Goliath or the "productivity paradox"

What is the analysis and the response of official bodies to a situation that, according to the Via Campesina* movement, is taking on ever greater proportions all over the world (in Honduras, for example, there are reports of around a hundred small farmers being murdered by local militias)? "After the study we published in 2008, the World Bank and the FAO launched their own investigations and confirmed our findings. Their analysis of the problem was very different, however. Their conclusion was to say that investing in agriculture in Africa was a good thing, but attention should be paid to breaches of human rights. They advocate a win-win approach, but in reality it's David versus Goliath. Even worse, their analysis simply endorses the productivist view of agriculture adopted by the multinationals."

Productivism as an agricultural model has demonstrated its limitations, however, and is often referred to as the productivity paradox. For many of us, the idea that small farms are more productive than big seems paradoxical. After all, we've been hearing for years that industrial agriculture is more efficient and more productive. In reality, the opposite is true. The inversely proportional relationship between the size of a farm and its productivity has long been established: the

Un marché de dupes

Les gouvernements africains sont très sensibles aux promesses de transferts de technologies et d'aide au développement offertes dans la corbeille de la mariée. Mais une fois la bague au doigt, que deviennent les serments? «Entre ce qui est promis et ce qui arrive en réalité, il y a une grande différence» nous explique Renée Vellvé. «Après avoir défriché la terre pour un salaire de misère, les paysans autochtones sont remplacés par des machines et perdent leur emploi. En Ethiopie, ils croient que l'agro-business va rapporter beaucoup pour leur pays. Dans certains endroits les investisseurs construisent en parallèle des villages qui sont en réalité des camps sans eau et sans électricité. Les populations sont transférées et perdent tout... ou bien s'entassent dans des bidonvilles à la périphérie des villes. Il y a d'ailleurs un nouveau flux migratoire des Ethiopiens vers l'Europe, on parle de 'réfugiés de la terre'. Au Mali on constate une turbulence sociale venant des éjectés de la terre qui tentent de faire pression sur les gouvernements pour arrêter cette politique.»

C'est donc bien l'argent et non la noble ambition de nourrir la planète qui sous-tend la compétition pour les terres arables africaines. En effet, depuis la crise financière mondiale, on observe l'arrivée d'un nombre croissant de nouveaux acteurs : des groupes de capital-risque, des banques d'investissement, des fonds de pensions ou des fonds souverains. Ces acteurs de la finance mondiale ont compris que le secteur agricole était très rentable. Ces investissements agricoles leur permettent donc de diversifier leur portefeuille à faible coût; mais cette stratégie a des répercussions catastrophiques sur les populations locales, les premières à souffrir de la flambée des prix agricoles. «En Afrique, les Etats ne sont pas intéressés à protéger les paysans et les terres de petits producteurs. Ils sont intéressés à protéger les investisseurs. Pourtant leur but n'est pas de nourrir l'Afrique mais de faire des profits à l'exportation. Les états bradent des terres qui ne leur appartiennent pas mais qui appartiennent au peuple et les paysans africains sont jetés de leur terre sans ménagement. Il n'y a aucune concertation, les populations ne savent rien jusqu'à ce que les tracteurs arrivent. Il s'agit d'une force arbitraire brutale qui agit par surprise. Lors du dernier congrès mondial au Mali en 2011, on a eu des témoignages de femmes enceintes battues... C'est très alarmant» s'inquiète Renée Vellvé dont les propos rappellent une scène du film Avatar où se joue une lutte manichéenne entre les mâchoires d'acier d'un monde aveuglé par le profit et la spiritualité d'un peuple qui veut protéger ses connaissances et sa terre..

David contre Goliath ou le «paradoxe de la productivité»

Face à cette situation, qui selon le rapport du mouvement Via Campesina* ne cesse de prendre de l'amplitude dans tous les pays du monde - au Honduras, par exemple, on parle d'une centaine d'assassinats de paysans par les milices locales - quelle est la réponse et l'analyse des organismes officiels ? «Après notre étude parue en 2008, La Banque Mondiale et le FAO ont commencé à enquêter de leur côté et on confirmé de ce que nous avions découvert. Mais leur analyse du phénomène a été différente. Leur conclusion était de dire qu'il est bon d'investir dans l'agriculture en Afrique mais qu'il faut faire attention à la violation des droits humains. Ils prônent une approche gagnant-gagnant mais en réalité c'est David contre Goliath... De plus cette analyse avale la vision de l'agriculture productiviste par les multinationales.»

Un modèle agricole qui a pourtant montré ses limites et qui est surnommé le paradoxe de la productivité. Pour nombre d'entre nous, l'idée que les petites fermes sont plus productives que les grandes semble paradoxale. Après tout, on nous serine depuis des dizaines d'années que l'agriculture industrielle est plus efficace et plus produc-

tive. En réalité, c'est le contraire. La relation inversement proportionnelle entre la taille d'une exploitation et sa productivité est depuis longtemps établie ; on la surnomme «le paradoxe de la productivité». Ainsi cette expansion agressive vers une production agricole à grande échelle est inadaptée «notamment sur le sol africain où la terre est très fragile» précise Renée Vellvé qui pense que c'est aux paysans de décider pour eux-mêmes et qu'au lieu de développer le marché mondial, il faudrait faire fonctionner le marché local pour nourrir les gens et faire disparaître la faim. «Il faut protéger l'agriculture à la base, investir dans les infrastructures locales et aussi désurbaniser, décongestionner les villes et faire vivre les campagnes. C'est la seule solution à la crise climatique, il faut vraiment changer les flux d'investissements et reconnaître les paysans comme des acteurs de droits et non comme de la main d'œuvre agricole corvée à merci, en réalité un nouveau servage...» rajoute-t-elle.

Le pot de terre contre le pot de fer? La bataille engagée apparaît inégale. Pourtant des manifestations de mouvements paysans éclatent partout : en Inde, au Mali, au Sénégal, au Brésil... Quand la coupe est pleine, les paysans se révoltent. À Madagascar, la société coréenne Daewo s'était portée acquéreur de la moitié des terres arables malgaches. Cela a engendré un grand soulèvement de la population et au final le gouvernement a été renversé. En Ethiopie, Karuturi, une multinationale de Bangalore, a acquis des droits à long terme sur plus de 300'000 hectares de terres fertiles louées au gouvernement. Mais de vifs conflits sont nés quant aux compensations, au déplacement et au relogement des villageois et des bergers qui y vivaient ou exploitaient les pâturages. La multinationale Karuturi avait déjà une ferme au Kenya où il produisait des roses mais fin 2012 l'administration fiscale du Kenya a jugé Karuturi coupable de fraude fiscale pour 8 millions d'euros au détriment du gouvernement! «On découvre beaucoup de liens entre le Land Grabbing et le vol fiscal. C'est une nouvelle dimension de l'injustice sociale, Pourtant ces investisseurs ont déjà des avantages douaniers et fiscaux importants. C'est une attitude criminelle » s'indigne Renée qui tente de découvrir d'où vient l'argent et qui sont ces investisseurs. « Ce n'est pas facile de démêler l'écheveau. Au Sénégal, c'est un projet de 20'000 hectares loués à une entreprise italienne pour faire de l'agro carburant, mais finalement ce sera du tournesol. Cette entreprise est soupçonnée de faire du blanchiment d'argent. Il y a aussi de gros investissements de sociétés indiennes pour faire de l'huile de palme en Afrique. Dans toutes ses opérations là il y a des liens avec des niches fiscales. Que font les états pour encadrer tout ça?» s'indigne encore Renée qui pense que c'est aux ONG, aux associations et à la société civile de faire bouger les choses puisque les multinationales et les gouvernements sont liés dans une même logique de pouvoir et d'argent...

Vaste tache quand on considère l'allure vertigineuse avec laquelle les terres fertiles changent de main y compris en Europe et tout particulièrement en France où des holdings chinois multiplient les investissements dans les vignobles bordelais. Les terres sont de plus en plus concentrées dans les mains de quelques grands exploitants et importantes entités commerciales privées. A la tête de ces exploitations on ne trouve plus des agriculteurs mais des sociétés, qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'agriculture. Ce type d'acquisitions, très rares il y a encore quelques années, se multiplient ces derniers mois. On estime en effet que 45% des surfaces agricoles françaises sont occupées par des sociétés, contre 8% il y a 10 ans.

Un modèle agricole obsolète : la nécessité d'une réforme agraire mondiale

Ce modèle de production agricole basée sur une monoculture industrielle déstructure le mode de vie rural, entraîne l'exode de millions de paysans vers les villes et détruit l'environnement. La biodiversité disparaît, les problèmes climatiques s'intensifient, les terres s'appauvissent et les denrées alimentaires produites ont une faible teneur nutritionnelle. Ce modèle productiviste a également des conséquences

'productivity paradox'. Such aggressive expansion towards large-scale agricultural production is inappropriate, "especially in Africa, where the soil is very fragile," points out Renée Vellvé, who believes it is up to small farmers to decide for themselves and that, instead of developing the global market, it would be far better to get the local market working efficiently to feed people and eradicate hunger. "We need to protect grassroots agriculture, invest in local infrastructure and also de-urbanize, relieve congestion in the towns and revitalize the countryside. It is the only solution to climate change; we really need to redirect investment flows and recognise small farmers as actors with rights and not just agricultural labour to be exploited at will, in what is really only a new form of serfdom," she adds.

An unequal battle? It certainly seems to be. Yet demonstrations by small farmers' movements are breaking out all over: in India, Mali, Senegal, Brazil and elsewhere. When their backs are against the wall, the small farmers rise up in protest. In Madagascar, Korean firm Daewoo bought up half the island's arable land. The deal provoked massive popular protest that resulted in the overthrow of the government. In Ethiopia, Bangalore-based multinational Karuturi acquired the long-term rights to 300,000 hectares of fertile land leased out by the government. Bitter disputes arose, however, over issues of compensation and the displacement and relocation of the villagers and herders who had once lived on or made use of the pastures. Karuturi already owned a farm in Kenya, where it grew roses, but at the end of 2012, Kenya's tax authorities found Karuturi guilty of a tax fraud that had deprived the Kenyan government of €8 million in revenue. "We find numerous links between land grabbing and tax fraud. It's a new aspect of social injustice. Yet these investors already enjoy hefty Customs and tax benefits. Their attitude is criminal," accuses Renée, who is trying to find out where the money comes from and who the investors are. "It's no easy matter to untangle the web. In Senegal, there is a project involving 20,000 hectares leased to an Italian firm to produce bio fuels, but in the end it will be used to plant sunflowers. The company is suspected of money laundering. Indian firms are also investing heavily in producing palm oil in Africa. All these operations are in some way linked to tax loopholes. What are States doing to bring all this under control?" asks an indignant Renée, who believes it is up to NGOs, non-profits and civil society to bring about change, because multinationals and governments are too closely linked by a shared rationale of power and money.

It is a vast undertaking, considering the dizzying speed at which fertile land changes hands, even in Europe and even more so in France, where Chinese holding companies are investing ever more heavily in the vineyards of Bordeaux. Land is increasingly concentrated in the hands of a handful of large farming operations and private commercial giants. These operations are no longer headed by farmers but by companies, which have little knowledge of or interest in agriculture. Acquisitions of this kind, few and far between only a few years ago, have taken off in recent months. It is estimated that 45% of French agricultural land is in corporate ownership compared to just 8% ten years ago.

An obsolete agricultural model: the need for global agrarian reform. Agricultural production on this model, based on industrial monoculture, disrupts rural living patterns, causing the exodus of millions of small farmers to the cities, and destroys the environment. Biodiversity vanishes, climate problems are intensified, the soil is depleted and any food it produces is lower in nutritional content. The productivist model also has serious consequences for the health of local populations. Exposure to endocrine disruptors is estimated to cost in



lourdes sur la santé des populations. L'exposition aux perturbateurs endocriniens coûterait environ 31 milliards d'euros au niveau européen. Autant de facteurs qui devraient de toute évidence freiner ce modèle agricole destructeur et inciter à une vaste réforme agraire...

Pourtant, il n'en est rien. Malgré ses effets désastreux, les politiques agricoles favorisent toujours le modèle productiviste à grands renforts de subventions. Pour Renée Vellvé, les élites cherchent à se conforter dans des cercles de pouvoir et il n'y a pas de volonté de faire cette réforme agraire. Aux côtés de nombreuses ONG, associations et mouvements, la solidarité internationale s'organise et milite pour l'avènement du concept de Souveraineté Alimentaire qui a été présenté aux gouvernements nationaux par le mouvement Via Campesina en 1996 à Rome. Ce concept implique une large réforme agraire et postule que les terres soient redistribuées aux petits producteurs en tant que bien inaliénable et non en tant qu'actif commercial susceptible d'être perdu si les familles rurales ne sont pas en mesure d'affronter les situations hautement discriminatoires auxquelles elles sont confrontées.

Considérée à tort comme superflue car pas assez « compétitive », l'agriculture familiale est donc au cœur des solutions à apporter aux crises globales. L'agro-écologie intégrée est largement reconnue comme étant résiliente et pouvant s'adapter aux changements climatiques; elle restaure les sols – une riche réserve en carbone – et est très productive. La tendance actuelle pour les produits biologiques va-t-elle faire pencher la balance vers une agriculture familiale ? Il est temps que les politiques agricoles et les politiques d'investissements reconnaissent le caractère fondamental de l'agriculture familiale. Encourager sa disparition progressive ne fera qu'accélérer les catastrophes environnementales et climatiques à répétition que nous vivons depuis trop d'années » appuie Renée Vellvé.

Nous sommes donc à la croisée des chemins et ce qui se passe aujourd'hui en Afrique n'est que le reflet grossissant de ce qui se passe partout dans le monde : un néolibéralisme effréné dans l'absolu négation de l'être humain et de ses droits les plus fondamentaux. L'une des étymologies du mot « humain » signifierait « qui est fait de terre, qui appartient à la terre ». Ce mot vient de la même racine qu'« humus », littéralement « terre et « humilité » et qui n'est pas sans rappeler le livre de Pierre Rabhi qui prône le concept de sobriété heureuse. Revenons sur terre et ne bâtissons pas trop vite des plans sur la comète Mars ou Vénus... Rappelons nous que nous sommes fait de cette terre, qu'elle nous nourrit et nous donne vie. Alors protégeons-la, il y a véritablement urgence !

- Sources :**
- Nous remercions Renée Vellvé qui a bien voulu répondre à nos questions par téléphone. Renée Vellvé a commencé à travailler sur les questions de biodiversité dès le début des années 1980; elle faisait alors partie de groupes français de défense des droits des agriculteurs à utiliser les semences locales. En 1990, elle contribue à lancer GRAIN à Barcelone, en Espagne. Pendant 15 ans, elle est basée aux Philippines, où elle participe à la mise en œuvre du programme global de GRAIN. Renée contribue à la gestion de deux sites Internet en publication ouverte – bilaterals.org et farmlandgrab.org – et participe à la coordination de l'ensemble du travail de GRAIN.
 - GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité. <http://www.grain.org/fr/>
 - La jachère désigne les années de repos nécessaires à la fertilisation de la terre entre les cultures
 - Documentaire «**Planète à vendre**» d'Alexis Marant.
 - FAO: Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, créé en 1951, son siège est à Rome. http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/06/20/le-cout-de-l-exposition-aux-perturbateurs-endocriniens-se-chiffre-en-milliards_4442039_3244.html
 - La **Via Campesina** regroupe environ 164 organisations locales et nationales dans 73 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques. En tout, elle représente environ 200 millions de paysannes et de paysans. C'est un mouvement autonome, pluraliste et multiculturel, sans affiliation politique, économique ou autre. Elle défend l'agriculture durable de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Elle s'oppose clairement à l'agriculture industrielle et aux entreprises multinationales qui détruisent les personnes et l'environnement. <http://www.viacampesina.org>

the region of €31 billion in Europe alone. Taking all these factors into account, clearly there is every reason to rein back on this destructive agricultural model and instead promote agrarian reform on a vast scale.

Nothing of the sort is happening, however. Agricultural policy continues to favour the productivist model through massive subsidies, despite its catastrophic effects. For Renée Vellvé, our political élites are interested only in consolidating their position in the circles of power and there is no political will to pursue agrarian reform. Alongside the many NGOs, non-profits and movements already in play, an international solidarity movement is beginning to take shape and militate for the concept of food sovereignty, a concept introduced to national governments by the Via Campesina movement in Rome in 1996. It is a concept that implies real agrarian reform and advocates the redistribution of land to small farmers as an inalienable right and not as a commercial asset at risk of being lost if rural families are unable to contend successfully with the highly discriminatory situations they face.

Family farming, wrongly considered as insufficiently "competitive" and hence superfluous, is central to the potential solutions to global crises. Integrated agroecology is widely recognized as highly resilient and capable of adapting to climate change; it replenishes the soil – a rich carbon sink – and is extremely productive. Will the current trend for organic products shift the balance towards family farming? "It is high time that agricultural and investment policies recognized the fundamental nature of family farming. Encouraging its gradual disappearance will only speed up the pace of the repeated environmental and climate disasters we have experienced for far too many years," says Renée Vellvé.

We have come to a crossroads, and what is happening in Africa today is only a magnified version of what is happening all over the world: a frenzy of neo-liberalism that takes no account whatsoever of human beings and their most fundamental rights. One of the etymological roots of the word 'human' is 'made of earth, belonging to the earth'. The word comes from the same root as 'humus' (literally, 'earth') and 'humidity' and carries echoes of the book by Pierre Rabhi that advocates happy sobriety. Let's come back down to earth and not be in too much of a rush to start making plans for the planet Mars or Venus. We should remember that we are of this earth, and that she feeds and protects us. So let us protect her in our turn, because her need is great.

- Sources :**
- Our thanks to Renée Vellvé, who kindly answered our questions by telephone. Renée first began working on biodiversity issues in the early 1980s, as a member of French groups defending farmers' rights to use locally grown seeds. In 1990, she helped with the launch of GRAIN in Barcelona, Spain. For 15 years, she was based in the Philippines, where she took part in the international deployment of GRAIN's global programme. Renée also helps manage two open source websites – bilaterals.org and farmlandgrab.org – and plays a part in the coordination of all GRAIN's work.
 - GRAIN is a small international non-profit organisation that works to support small farmers and social movements in their struggles for community-controlled and biodiversity-based food systems. <http://www.grain.org/fr/>
 - Fallowing refers to the period of time soil needs to be left to rest and replenish its fertility between crops.
 - **« Planète à vendre »** (Planet for Sale), a documentary by Alexis Marant.
 - FAO: the Food and Agricultural Organization of the United Nations, created in 1951 and headquartered in Rome.
 - http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/06/20/le-cout-de-l-exposition-aux-perturbateurs-endocriniens-se-chiffre-en-milliards_4442039_3244.html
 - La **Via Campesina** comprises about 164 local and national organizations in 73 countries from Africa, Asia, Europe and the Americas. Altogether, it represents about 200 million farmers. It is an autonomous, pluralist and multicultural movement, independent of any political, economic or other type of affiliation. It defends small-scale sustainable agriculture as a way to promote social justice and dignity. It strongly opposes corporate driven agriculture and transnational companies that are destroying people and nature. <http://www.viacampesina.org>